

Zoom sur ...

... le Rapport de la Commission Bancaire de l'UEMOA pour l'année 2019

❖ 73% des établissements de crédit dans l'UEMOA sont affiliés à des groupes bancaires

En 2019, le nombre d'établissements de crédit agréés dans l'UEMOA a augmenté de 4 unités pour s'établir à 151. Au nombre de 148 (128 banques et 20 établissements financiers à caractère bancaire), le total de bilan des établissements en activité est ressorti à 41 258,6 Mds FCFA (62,9 Mds EUR), soit une progression annuelle de 9,6%. Le secteur bancaire ivoirien demeure le plus important de la zone avec 33% du total des actifs et 20% des établissements installés dans l'UEMOA. En outre, l'effectif des groupes bancaires opérant dans l'Union est resté stable à 29. Ceux-ci détiennent 73% des banques en activité et concentrent 85,9% des actifs bancaires. Les plus importants sont Ecobank (12,1% des actifs), Société Générale (10,1%), Bank Of Africa (9,7%), Atlantic Business International (9,2%) et Coris Bank International (6,1%).

❖ Une bonne performance des crédits et des dépôts

Les crédits à la clientèle des établissements de l'UEMOA ont augmenté de 10%, en ressortant à 22 924 Mds FCFA (34,9 Mds EUR) à fin 2019, soit 26,1% du PIB. Ils sont composés essentiellement des crédits à court terme (53,7%) et à moyen terme (36,5%) et principalement concentrés dans les branches « Commerces, restaurants et hôtels » (28%) et « Services à la collectivité et services sociaux » (20%). Quant aux dépôts, ils ont progressé de 10,8% pour s'établir à 27 836,6 Mds FCFA (42,4 Mds EUR) en 2019. La croissance des crédits a été plus importante

au Bénin (+15,6%) et au Niger (+15,3%) tandis que celle des dépôts a été plus significative au Niger (14,6%) et en Côte d'Ivoire (+12,3%).

❖ Une augmentation significative de la rentabilité

Le Produit Net Bancaire (PNB) du secteur bancaire de l'Union a légèrement augmenté, notamment de +4,3% pour s'établir à 2 057,2 Mds FCFA en 2019. Cette croissance, couplée à la baisse du coût du risque (-18%) a permis au résultat net global d'enregistrer une hausse de 42,9%, pour se situer à 542,2 Mds FCFA. Par pays, il convient de souligner que cette croissance est particulièrement portée par le secteur bancaire ivoirien qui représente 42% du résultat net global et qui s'est accru de 63,3% entre 2018 et 2019. Par ailleurs, le coefficient net d'exploitation pour l'ensemble du secteur bancaire est ressorti 65,3% en 2019 contre 68% en 2018.

❖ Une amélioration de la solidité financière dans l'ensemble, bien que des disparités entre pays demeurent

Les taux brut et net de dégradation du portefeuille ont légèrement baissé, ressortant respectivement à 11,5% et 4,6% en 2019 contre 12,5% et 5,1% en 2018. La Guinée-Bissau et le Bénin sont les pays ayant les taux de dégradation brut les plus élevés, avec respectivement 20% et 18,2%. Le ratio moyen de solvabilité global des établissements de crédit de l'Union s'est amélioré : il est ressorti à 11,6% en 2019, au-dessus de la norme minimale de 9,5% exigée à fin 2019, et contre 10,8% en 2018. A l'exception de la Guinée-Bissau et du Togo, toutes les autres places bancaires de l'UEMOA se trouvaient au-dessus de cette norme.

Statistiques sur les établissements de crédit en activité de l'UEMOA en 2019

Pays	Effectif	Total bilan	Résultat net	Crédits	Dépôts	TBDP ¹	Ratio moyen de solvabilité
Bénin	15	3 795 (+11,2%)	20 ²	1 824,7 (+15,6%)	2 511,4 (+11,9%)	18,2% (-3,5 pp)	9,8% (+0,2 pp)
Burkina Faso	19	5 764,2 (+9,4%)	77,9 (+27,8%)	3 221,3 (+11,6%)	3 876,2 (+9,9%)	7,6% (-0,6 pp)	13,8% (+1,7 pp)
Côte d'Ivoire	29	13 621,4 (+12,5%)	227,5 (+63,9%)	7 776,3 (+9%)	9 575,4 (12,3%)	8,7% (-0,3 pp)	9,9% (+0,3 pp)
Guinée-Bissau	5	305,3 (+16,6%)	12,9 (+447,1%)	137,4 (+3,6%)	161,1 (+2,5%)	20% (-6,2 pp)	-6,4% ⁴ (+0,9 pp)
Mali	17	5 026,1 (+6,6%)	52,1 (-16,3%)	2 709,9 (+7,9%)	3 130 (+7,9%)	10,4% (-2,5 pp)	13% (+0,4 pp)
Niger	18	1 842 (+10,1%)	26,6 (+21,2%)	1 012,9 (+15,3%)	1 086,1 (+14,6%)	16,2% (-1,1 pp)	17,1% (+2,6 pp)
Sénégal	29	7 864,8 (+6,5%)	94,2 (+3,4%)	4 854,3 (+7,5%)	5 490,6 (10,7%)	14% (-0,1 pp)	12,7% (+0,4 pp)
Togo	16	3 039,9 (+8,1%)	31 (+614,2%)	1 387,2 (+14%)	2 309,2 (+7,2%)	15,9% (-1,3 pp)	8,8% (+2,6 pp)
UEMOA	148	41 258,6 (+9,6%)	542,3% (+42,9)	22 924 (+9,8%)	27 836,7 (+11,4%)	11,5% (-1 pp)	11,6% (+0,8 pp)

¹ : Taux brut de dégradation du portefeuille de crédits

² : Le secteur bancaire béninois a enregistré un résultat net global négatif en 2018, soit -2,5 Mds FCFA.

ACTUALITE REGIONALE

La BCEAO maintient ses taux directeurs

Selon un récent [communiqué de presse](#) de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), en raison de l'impact de la pandémie à COVID-19 sur l'activité économique dans l'UEMOA, le PIB de la zone a reculé de 2,0% au 2^{ème} trimestre 2020 par rapport à la même période de l'année précédente, après une hausse de 3,2% un trimestre plus tôt. La baisse de l'activité économique dans l'Union a été principalement impulsée par les secteurs tertiaire (-3,4%) et secondaire (-3,6%) au 2^{ème} trimestre 2020. Par contre, la valeur ajoutée du secteur primaire s'est accrue de 3,1%, en raison de la bonne tenue de la production agricole. Pour l'ensemble de l'année 2020, l'Union enregistrerait une croissance économique de 1,3%, après 6,1% en 2019. En outre, les réserves de change de l'Union se sont consolidées, assurant la couverture de 6,2 mois d'importations de biens et services à fin juin 2020. Concernant l'inflation, il est ressorti à 1,7% après 1,2% un trimestre plus tôt. Selon les dernières projections, le taux d'inflation est attendu en moyenne à 1,8% en 2020 et à 2% en 2021. Sur la base de ces analyses, le Comité de Politique Monétaire a décidé de maintenir inchangés le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidité à 2% et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal à 4%, niveaux en vigueur depuis le 24 juin 2020. Le coefficient de réserves obligatoires applicable aux banques de l'Union demeure inchangé à 3,0%.

Orange lance un nouveau mobile 4G à prix compétitif pour populariser l'utilisation de smartphones

Dès le mois d'octobre, [le groupe Orange commercialisera un nouveau smartphone au prix de 30 USD](#) environ (26 EUR) en Guinée Bissau, en Côte d'Ivoire et à Madagascar, destiné à devenir l'appareil le plus accessible du marché. Ce mobile, nommé « Sanza Touch » donnera accès à la 4G et sera progressivement distribué dans tous les pays d'Afrique et du Moyen-Orient où est actif Orange. Lancée en partenariat avec Google, l'objectif de cette initiative est d'étendre l'accès et l'utilisation d'internet aux consommateurs à revenu modeste. En 2020, bien que 90% de la population mondiale soit couverte par le haut débit mobile, plus de 3 milliards de personnes ne sont en effet pas connectées à internet, notamment du fait du coût d'acquisition des téléphones qui demeure élevé. Le coût moyen d'un smartphone entrée de gamme en Afrique dépasserait ainsi encore 60% du revenu mensuel moyen.

BENIN

120 082 tonnes d'amandes de karité exportées pour plus de 26 Mds FCFA au terme de la campagne 2019-2020

[Le Bénin a exporté plus de 120 000 tonnes d'amandes de karité](#) au cours de la campagne de commercialisation 2019-2020 qui s'est achevée en mai, pour une recette estimée à 26,4 Mds FCFA (40,1 M EUR), ainsi que 162,8 tonnes de beurre de karité, pour un total de 142,5 M FCFA (216,3 K EUR). Pour la nouvelle campagne de commercialisation 2020-2021 du produit, officiellement lancée le 15 septembre, le prix plancher d'achat au producteur a été fixé à 100 FCFA/kg (0,15 EUR), au même niveau que la campagne précédente. Les acteurs de la filière se sont fixés comme objectif d'augmenter la production nationale de 170 000 à 210 000 tonnes d'ici 2022, dont 60% transformée en beurre. A noter que des contrôles de police visant à faire respecter l'interdiction de l'exportation de karité par voie terrestre ont été mis en place. Le gouvernement soutient également les producteurs au travers de dons de matériels, en particulier au bénéfice des femmes.

BURKINA FASO

Le Burkina Faso a reçu 1,4 Md EUR d'aide publique au développement en 2019

[Le Rapport sur la coopération au développement \(RCD\) 2019](#) a été publié le 25 septembre 2020 par la direction générale de la coopération burkinabé. Il ressort que le volume de l'aide publique au développement (APD) décaissé par les Partenaires techniques et financiers (PTF) s'est élevé à 907 Mds FCFA (1,4 Md EUR) en 2019, dont 65,6% sous forme de dons et 34,4% sous forme de prêts. La contribution des partenaires multilatéraux représente 64,5% de l'aide, suivie de celle des partenaires bilatéraux (30%) et des ONG (4,9 %).

L'APD aurait déployé 64,2% de son aide totale dans cinq secteurs en particulier : l'environnement, eau et assainissement ; la santé ; la production agro-sylvo-pastorale ; le secteur travail, emploi et protection sociale et le secteur de l'éducation.

116 M EUR accordés au titre des mesures fiscales dérogatoires en 2019

[Le Comité de politique fiscale \(CPF\) a rendu public le rapport d'évaluation des dépenses fiscales](#) de l'année 2019 le 15 septembre 2020. L'évaluation a concerné 704 mesures sur 911 mesures fiscales dérogatoires répertoriées. Après un fléchissement en 2018, les dépenses fiscales se seraient élevées en 2019 à 76,1 Mds FCFA (116 M EUR), soit une hausse de 7,2 Mds FCFA (10,9 M EUR) par rapport à l'année précédente. Les trois principaux impôts/taxes concernés sont les droits de douanes (40,24%), la taxe sur la valeur ajoutée (26,95%) et l'impôt sur les sociétés (20,85%). Ces mesures dérogatoires ont bénéficié aux entreprises (71,39%) et aux ménages (12,1%). 67,6% des dépenses fiscales de l'année 2019 visait à encourager l'investissement, 18,8% à renforcer la coopération internationale et 8,2% à promouvoir l'énergie solaire.

Construction de 3 postes de péage routiers modernes

[Le Premier ministre, Christophe Dabiré, a lancé le 29 septembre 2020 les travaux de construction de 3 postes de péage routiers modernes.](#) Ces ouvrages, financés par le Fonds spécial routier du Burkina (FSR-B) à hauteur de 14,9 Mds FCFA (22,7 M EUR), seront réalisés dans la capitale Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso dans l'Ouest du pays. La maîtrise d'ouvrage sera assurée par le FSR-B et la maîtrise d'ouvrage déléguée par l'Agence des Travaux d'Infrastructures du Burkina (AGETIB) avec un délai d'exécution de 20 mois. Leur mise en exploitation devrait contribuer en outre à améliorer la surveillance du territoire national avec la mise en place d'un système de vidéosurveillance de dernière génération. Pour rappel, la gestion des péages routiers au Burkina Faso est assurée depuis 2018 par le FSR, un fonds qui aurait généré plus de 7,6 Mds FCFA (11,6 M EUR) en 2019.

CAP-VERT

Tourisme : des revenus en baisse de 80% en huit mois

[Selon le président du Conseil de surveillance de l'Association des agences de voyages du Cap-Vert](#), la fermeture des frontières aériennes aurait entraîné une baisse des revenus des agences d'environ 80% au cours des huit derniers mois. Pour rappel, le tourisme – fortement ralenti par la pandémie de COVID-19 – est l'une des premières activités du pays (22% de son PIB) et fait vivre une frange importante de sa population active. Le Cap-Vert aurait ainsi accueilli plus de 819 000 touristes en 2019, selon les données de l'Institut national de la statistique (INE).

COTE D'IVOIRE

Le prix bord champ du cacao fixé à 1000 FCFA/kg pour la campagne 2020-2021

Procédant le 1^{er} octobre 2020 à l'ouverture de la campagne 2020-2021 de commercialisation du cacao, [le président ivoirien a annoncé la fixation du prix bord champ de ce produit à 1 000 FCFA \(1,5 EUR\) le kg](#), contre 825 FCFA la campagne précédente. Reconnaisant que les cours actuels sont bas, il a également mentionné que ce prix correspond à un soutien aux producteurs 355,3 Mds FCFA (541,7 M EUR). Par ailleurs, la campagne 2020-2021 marque également l'entrée en vigueur du [Différentiel de revenu décent](#), une prime spéciale sur le prix du cacao de 400 USD par tonne vendue à l'export. Ce mécanisme est le fruit de la coopération entre la Côte d'Ivoire et le Ghana, respectivement 1^{er} et 2^{ème} producteurs mondiaux, en vue de l'amélioration des revenus des producteurs des deux pays. Pour rappel, les deux pays représentent à eux seuls près de deux tiers de la production mondiale de cacao.

Un projet de budget à 8 621,1 Mds FCFA (13,2 Mds EUR) pour l'année 2021 adopté en Conseil des ministres

[Le projet de budget pour l'année 2021](#), élaboré dans un contexte marqué par la crise sanitaire liée à la pandémie de COVID-19 et présenté sous la forme de budget-programmes pour la deuxième année consécutive, est structuré en 35 dotations et 149 programmes budgétaires, logés au sein des Institutions et Ministères. Il s'équilibre en ressources et en charges à 8 621,1 Mds FCFA (13,2 Mds EUR) et enregistre une progression de +6,9% par rapport au budget initial 2020. Cependant, une mission du Fond monétaire international (FMI) étant en cours, ce budget fera probablement l'objet d'un ajustement circonstancié. Selon les projections du gouvernement, ce budget pourrait évoluer à la hausse pour atteindre 9 129,8 Mds FCFA (13,9 Mds EUR) en 2022 et 9 916,3 Mds FCFA (15,1 Mds EUR) en 2023.

Hausse de la production agricole dans l'Est avec le projet d'appui agricole de la BAfD

[Dans un rapport publié le 18 septembre](#), la Banque africaine de développement (BAfD) annonce une amélioration du niveau de la production agricole dans l'Est du pays grâce à son programme d'appui « PAIA-ID ». Celui-ci d'un montant global de 17 Mds FCFA (25 M EUR) avait pour objectif la restauration de la production et l'écoulement des produits agricoles dans la région de l'Indénié-Djuablin. Il a permis la réalisation d'aménagements hydro-agricoles, la construction de marchés et de magasins de stockage, ainsi que le désenclavement des zones de production grâce à la réhabilitation de plus de 566 km de pistes rurales. Les rendements annoncés sont en nette augmentation après la mise en œuvre du projet : de plus de 100% pour le riz pluvial, la banane, le manioc et 90% pour le riz irrigué.

40 M EUR de l'Allemagne pour un programme de réformes dans le secteur de l'énergie

Le Conseil des ministres de Côte d'Ivoire du 23 septembre 2020 a adopté [un décret portant sur la ratification du contrat de prêt de 26,1 Mds FCFA \(40 M EUR\)](#), conclu le 5 août 2020 entre la banque publique allemande KfW et la République de Côte d'Ivoire, pour la mise en œuvre de réformes dans le secteur des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, ainsi que pour la protection du climat. La première phase de financement de ce programme a été réalisée en décembre 2019 pour un montant de 39,5 Mds FCFA (60,2 M EUR). Pour rappel, la KfW avait déjà octroyé au 1^{er} trimestre 2020 un prêt 19,6 Mds FCFA (30 M EUR) à la Côte d'Ivoire pour la réalisation des travaux de renforcement de l'interconnexion du réseau électrique entre la Côte d'Ivoire et le Ghana.

GUINEE

100 M USD de la Banque mondiale pour le développement de l'agriculture commerciale

[La Banque mondiale a approuvé le 22 septembre un financement de 100 M USD](#) pour un projet agricole, répartis pour moitié en don (50 M USD) et en prêt (50 M USD). L'objectif de ce « Projet de développement de l'agriculture commerciale en Guinée » est d'augmenter le nombre d'agriculteurs et de ménages ruraux bénéficiant des chaînes de valeur de l'agriculture commerciale dans les zones couvertes par le programme. Le projet comporte cinq composantes : (i) l'amélioration de l'accès au marché dans les zones ciblées ; (ii) le soutien à l'investissement privé ; (iii) la mise en place d'un environnement favorable à l'agriculture commerciale ; (iv) la réponse d'urgence ; (v) la gestion et la coordination du projet. Le coût total du projet est estimé à 107 M USD et sera mis en œuvre jusqu'en janvier 2026.

Le secteur secondaire relativement résilient face à la pandémie de COVID-19 et une inflation à 11% en g.a. en août 2020

L'Institut national de la statistique guinéen (INS) a publié en août 2020 [son tableau de bord mensuel de l'économie du pays](#), portant sur le mois de juillet. Selon l'INS, en dépit de la pandémie de COVID-19 et de ses conséquences sur l'économie mondiale, le secteur secondaire en Guinée bénéficierait d'une dynamique relativement positive grâce à un raffermissement de la production de bauxite (6,2 M tonnes en juillet 2020, +47,4% en g.a.), des produits miniers et du ciment (+14,2% en g.a.) et à la bonne production nationale d'énergie électrique (+6,8% en g.a.). Le rapport souligne par ailleurs la reprise des activités du transport aérien

et une évolution quasi-constante de la création d'entreprises (+1007 au mois de juillet 2020). En août 2020, [l'inflation mesurée par l'indice harmonisé des prix à la consommation \(IHPC\) s'établit à +11%](#) - tirée notamment par une augmentation de 30,6% en g.a. des prix du transport et de 12,5% en g.a. des produits alimentaires. Pour rappel, [le Fonds monétaire international \(FMI\) mène depuis le 23 septembre une mission virtuelle](#) en Guinée dans le cadre de la mise en œuvre des 5^{ème} et 6^{ème} revues du Programme économique et financier du gouvernement guinéen, appuyé par la Facilité Elargie de Crédit (FEC).

La Guinée ferme ses frontières avec le Sénégal, la Sierra Leone et la Guinée Bissau

[A quelques jours du scrutin présidentiel fixé le 18 octobre](#), la Guinée a fermé ses frontières avec la Sierra Leone, le Sénégal et la Guinée-Bissau sans justification officielle. Les autorités ont dénoncé le 30 septembre une tentative de saboter le scrutin après que le convoi du Premier ministre Ibrahim Kassory Fofana, par ailleurs directeur de campagne du président Alpha Condé, ait été attaqué dans le centre du pays.

GUINEE-BISSAU

Une légère inflation de +1,6% en août en g.a.

[L'indice des prix à la consommation a progressé de +1,6% en g.a.](#) au mois d'août 2020, sous l'effet d'une hausse des prix des produits alimentaires (+2,2% en g.a.), notamment des fruits (+18,1%), du poisson (+8,3%), et de la viande (+3,1%). Les frais relatifs aux transports (+1,8% en g.a.) et le prix du tabac et des boissons alcoolisées (+3,4%) ont également augmenté. Ces hausses ont été modérées par la baisse des prix des vêtements et chaussures (-0,1% en g.a.), de l'hôtellerie et la restauration (-0,1%) et des frais de santé (-0,5%). Tous les autres postes n'ont pas connu d'évolution notable. L'inflation sur les trois derniers mois est nulle.

LIBERIA

Le Canadien Pasofino Gold s'associe à Hummingbird pour développer le projet aurifère Dugbe

La société ARX Resources, partenaire initial de Hummingbird sur le projet aurifère libérien Dugbe, [a été rachetée par Pasofino Gold](#). La société canadienne, qui fait son entrée dans le secteur aurifère africain, a procédé à une levée de fonds d'environ 10 M CAD (6,4 M EUR) pour entamer les travaux d'exploration du projet et réaliser une étude de faisabilité définitive. Ces activités, qui doivent être achevées dans un délai de 2 ans, permettront à Pasofino de gagner un intérêt de 49% dans la coentreprise qui exploitera l'or de Dugbe. Pour rappel, l'or représentait près de 8% des exportations du Libéria en 2019, pour un montant total de 150,5 M USD.

MALI

Vers la nomination du gouvernement de transition

Moins de deux mois après les événements du 18 août initiés par le Conseil national pour le Salut du Peuple (CNSP), la situation semble se normaliser au Mali. Après l'instauration d'un Acte fondamental (le 24 août), l'investiture du [Président](#) et du [Vice-Président](#) (le 25 septembre) puis du [Premier Ministre](#) (le 27 septembre) d'une transition prévue de 18 mois, la nomination des membres du gouvernement est attendue sous peu. Nécessaire tout autant que la clarification de la répartition des compétences et des pouvoirs entre autorités nouvellement nommées et CNSP, elle devrait conduire à une levée des sanctions imposées dès le 19 août par la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Dans un contexte caractérisé par une situation financière et budgétaire très difficile, la levée de ces sanctions doit notamment permettre au Mali de bénéficier de nouveau de l'appui de ses partenaires techniques et financiers.

Forte chute anticipée de la production du coton pour la campagne 2020/2021

[La production malienne de coton](#) devrait chuter fortement, de 55% à 75%, à l'issue de la campagne en cours. Elle s'établirait entre 450 000 tonnes et 200 000 tonnes contre 800 000 tonnes pour la campagne précédente (2019/2020). Cette baisse anticipée résulterait du ralentissement, lié à la pandémie de covid-19, de la

production mondiale de textiles (notamment en Chine, 1er client du Mali) mais aussi des difficultés rencontrées en mars/avril 2020 lors des négociations annuelles entre cotonculteurs et autorités maliennes pour la fixation du prix d'achat du kilo de coton. En mai 2020, l'annonce d'une baisse de ce prix de 275 FCFA à 200 FCFA (0,41 à 0,30 EUR) a découragé nombre de cotonculteurs, qui se sont rabattus sur d'autres activités, ceci malgré une annonce plus tardive d'un bonus de 50 FCFA supplémentaires par kilo. Pour rappel, le Mali est selon les années (au coude à coude avec le Bénin) le 1^{er} ou le 2^{ème} producteur de coton en Afrique. En progression constante ces dernières années, la production représente, après l'or, la deuxième source d'exportation du pays (6% des exportations totales en 2019, à hauteur de 160,3 Mds FCFA soient 248 M EUR).

MAURITANIE

La Banque centrale fait évoluer son organigramme

[La Banque centrale de Mauritanie \(BCM\) a amorcé une restructuration de son organigramme](#) début septembre. Le gouverneur de la BCM vient de créer trois nouvelles directions générales : i) Change et commerce extérieur ; ii) Systèmes d'information ; iii) Stratégie et promotion du capital humain. La réhabilitation de la direction générale des caisses qui avait été supprimée en 2015 a également été actée.

Elecnor dément son retrait du projet éolien de Boulenouar

[Le groupe espagnol Elecnor](#) a démenti par l'intermédiaire de son directeur de la communication, son retrait du projet éolien de Boulenouar. L'information publiée le 9 septembre par Financial Afrik et reprise dans la presse nationale mauritanienne était erronée. Le groupe espagnol indique continuer à collaborer avec son partenaire Siemens Gamesa sur la phase finale du plus grand parc éolien de Mauritanie. Le consortium serait également chargé, pour le compte de la SOMLEC, des services d'opération et de maintenance sur une période de 11 ans. Le projet représenterait un investissement de 140 M EUR et devrait permettre d'augmenter les capacités électriques du pays de 100 MW.

NIGER

Une deuxième rectification du budget d'État 2020 adoptée par le Gouvernement

[Le Conseil des ministres a examiné et adopté le projet de loi portant deuxième rectification de la loi de finances 2020](#). Le budget général de l'Etat, au titre de l'année 2020, avait initialement été arrêté en recettes et en dépenses à un montant d'environ 2,3 Mds FCFA (3,4 Mds EUR), avant de connaître une première rectification à la hausse, à 2,4 Mds FCFA (3,6 Mds EUR). La concrétisation de certaines nouvelles annonces et la poursuite de l'accompagnement des partenaires techniques et financiers ont permis d'enregistrer des ressources additionnelles provenant notamment de la Banque africaine de développement et de l'Union économique et monétaire ouest-africaine. Ainsi, le budget général de l'Etat 2020, après la deuxième rectification, s'établit à 2,5 Mds FCFA (3,75 Mds EUR), soit une augmentation de 3,8%. Le présent projet de loi sera transmis à l'Assemblée Nationale pour adoption.

L'UE octroie 4,5 M EUR pour appuyer le processus électoral

[L'Union européenne a signé le 24 septembre avec le Niger](#), une convention de financement de 4,5 M EUR pour la mise en œuvre du projet « Appui en vue d'un processus électoral crédible, inclusif, et transparent au Niger ». Ce projet vise à renforcer le processus électoral au Niger en appuyant les acteurs impliqués, notamment la Commission électorale nationale indépendante (CENI), le Conseil supérieur de la Communication (CSC) et les organisations de la société civile nigérienne. La phase pratique du projet sera réalisée par l'Institut électoral pour une démocratie durable en Afrique (EISA) et le Réseau ouest-africain pour l'édification de la paix (WANEP). Les Nigériens sont convoqués aux urnes le 13 décembre prochain pour élire leurs conseillers municipaux. Le 27 décembre, ils voteront à nouveau pour élire leurs députés et le prochain président de la République.

SENEGAL

Relance de l'Economie : le PAP2A estimé à 22,4 Mds EUR

Le Sénégal a tenu, le 29 septembre, sous la présidence du chef de l'Etat Macky Sall, un Conseil présidentiel sur la relance de l'économie en présence de l'ensemble des parties prenantes de la politique économique et sociale du Sénégal. D'après les projections, la mise en œuvre du [Plan d'actions prioritaires ajusté et accéléré \(PAP 2A\)](#) permettrait de retrouver une croissance du PIB de l'ordre de 5,2 % en 2021, 7,2% en 2022 et 13,7% en 2023, soit le premier taux de croissance du Sénégal à deux chiffres, avec l'exploitation de ressources gazières et pétrolières. Sur la période 2019-2023, le PAP 2A nécessiterait un financement de 14 714 Mds FCFA (22,4 Mds EUR) dont le tiers serait attendu du secteur privé.

Lancement d'un projet d'assistance financé par l'AFD au bénéfice de plus de 145 000 personnes

Le Consortium « AFD-Filets sociaux COVID-19 », constitué de World Vision, Action contre la Faim, Plan International, Oxfam et Save the Children, a lancé le 29 septembre, [un projet de réduction des risques de l'impact de la COVID-19](#) sur les moyens d'existences des populations vulnérables. Financé par l'Agence française de développement (AFD) à hauteur de 3,5 M EUR dans le cadre de l'Initiative « COVID 19 - Santé en Commun », il ambitionne d'apporter une assistance, sous forme de transferts monétaires à 145 627 personnes vulnérables dans 12 départements de Matam, Kaffrine, Thiès, Louga et Kolda. Selon un responsable de l'ONG Save The Children, le projet prévoit une aide directe à raison de 10 000 FCFA (15 EUR) par personne avec un plafond de 8 personnes par ménage soit 80 000 FCFA (120 EUR) au maximum.

Plus de 11 Mds FCFA distribués dans le cadre de l'opération Force COVID-19 Diaspora

Dans le cadre du Fonds de riposte et de solidarité contre les effets de la COVID-19 (Force Covid-19) budgétisé à 1 000 Mds FCFA (1,5 Md EUR) au total, 12,5 Mds (19 MEUR) étaient réservés à la diaspora. [Selon les déclarations du ministre des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'étranger](#), 11 Mds FCFA de cette enveloppe a été distribuée et aurait permis d'assister 125 056 sénégalais répartis dans 140 pays à travers le monde.

SIERRA LEONE

L'ex-président Koroma convoqué par les enquêteurs anti-corruption et interdit de sortie du territoire

[Le gouvernement de la Sierra Leone a interdit à l'ancien président Ernest Bai Koroma](#) et à 120 autres personnes de voyager après la publication d'un rapport faisant état de malversations économiques pendant son mandat. Le document s'appuie sur les travaux de trois commissions d'enquête qui ont examiné les avoirs des vice-présidents, ministres et chefs d'agences gouvernementales qui ont servi avec Ernest Bai Koroma dans l'administration de 2007 à 2018. La Commission anti-corruption (ACC) a également invité M. Koroma à se présenter à ses bureaux de Freetown pour un interrogatoire sur les irrégularités soulevées dans le Livre blanc.

La construction de la phase 2 du réseau national de fibre optique lancée par Huawei Technologies

[Huawei Technologies a lancé la construction de la phase 2 du réseau sierra-léonais de fibre optique](#), quelques mois après la réception par le gouvernement des équipements techniques nécessaires le 24 avril 2020. Réalisée par Huawei Technologies, le chantier durera 2 ans. Il est financé par un prêt à hauteur de 30 M USD par le gouvernement chinois et vise à achever la connexion des 14 premiers districts du pays à la dorsale de fibre optique. Le 28 septembre, le chantier a fait l'objet d'une inspection du ministère de l'Information et des Communications.

TOGO

Les recettes d'exportations du coton en hausse, estimées à 63 Mds FCFA en 2019

[Les exportations de coton du Togo se sont élevées à près de 61 000 tonnes en 2019](#), pour un montant total plus de 63 Mds FCFA (95,6 M EUR) – contre 44 100 tonnes exportées et 49 Mds FCFA (74,4 M EUR) de recettes l’année précédente. Première culture de rente au Togo, le coton contribue à 4% de la richesse nationale. Pour rappel, la production togolaise, [en baisse de 15% lors de la dernière campagne 2019/2020 \(à 116 000 tonnes\)](#) demeure minime en comparaison avec celle du Bénin voisin (plus de 700 000 tonnes), premier producteur du continent africain. Toutes les statistiques du commerce extérieur du Togo peuvent être consultées sur le récent [rapport de la Banque centrale des Etats de l’Afrique de l’Ouest](#) (voir notre [zoom](#) sur le sujet).

10 M EUR de l’Allemagne pour réhabiliter des pistes rurales

Dans le cadre de la troisième phase du projet d’appui aux pistes rurales (PAPR) du Togo, le ministre togolais de l’Economie et des Finances et la banque publique allemande KfW ont signé le 24 septembre [un accord de don de 10 M EUR](#) (6,5 Mds FCFA), qui permettra la réhabilitation de 603,4 km de pistes dans toutes les régions du pays. Les travaux permettront notamment de faciliter l’accès aux zones de production agricoles (coton, café et cacao). Le coût global du programme, déjà en cours d’exécution, s’élève à 35 M EUR (23 Mds FCFA). Son financement est assuré par la KfW (17 M EUR), l’Agence française de développement (10 M EUR) et l’Etat togolais (8,4 M EUR).

Indicateurs Pays	BEN	BFA	CIV	RCI	GMB	GIN	GNB	LBR	MLI	MRT	NER	SEN	SLE	TGO	UEMOA	ASS
<i>Population (M hab.) 2018</i>	11,4	19,5	0,6	25,6	2,2	13,3	1,7	4,5	18,5	4,5	19,3	16,3	7,6	8,0	120,4	992,6
Macroéconomie																
<i>PIB (Mds USD) 2018</i>	10,5	14,2	2,0	43	1,7	11,7	1,5	3,2	17,2	5,2	9,2	24	3,9	5,4	140,3	1 642,7
<i>PIB / Hab (USD) 2018</i>	915	729	3 563	1 680	745	883	840	728	927	1 143	477	1 474	515,9	670	1 060	1 658
<i>Croissance PIB réel (%) 2018</i>	6,5	6	4,7	7,4	6,6	5,8	3,8	1,2	4,9	3	5,2	6,2	3,7	4,7	6,3	3
<i>Inflation (%) 2018</i>	1	2,0	1,3	0,3	6,5	9,7	1,4	23,4	1,7	3	3	0,5	16,9	0,7	1,4	8,5
Finances Publiques																
<i>Déficit public (%PIB) 2018</i>	-4,7	-4,7	-2,7	-4	-6,6	-2	-5	-4,8	-4,7	1,6	-4,9	-3,4	-3,8	-3,1	-3,8	-3,7
<i>Dettes publiques (%PIB) 2018</i>	54,6	43	127,7	52,2	83,1	38,7	56,1	40,5	36,6	83,9	55,1	64,4	71,3	74,6	52,5	48,5
<i>Pression fiscale (%PIB) 2017</i>	13,4	17,8	22,5	16,5	17,2	12,8	11,4		14,8	20,0	14,9	18,7		17,4	16,2	-
<i>Risque Pays¹</i>	B	C	B	B	-	C	-	D	D	D	C	B	D	C	-	-
Echanges																
<i>Balance commerciale 2018 (%PIB)</i>	-11,3	-2,6	-39,0	6,2	-35,5	-5,0	0,8		-4,3	-9,4	-12,0	-12,8		-19,6	-	-
<i>Exportations françaises vers² (MUSD)</i>	207	283	30	1 334	9	194	5	9	374	205	170	856	16,2	344	3 573	11 015
<i>Importations françaises depuis (MUSD)</i>	4	26	0,4	950	0,2	101	3,0	49,7	11	43	270	99	19,1	18	1380	8 069
<i>Balance courante (%PIB) 2018</i>	-8,9	-7,5	-7	-3,4	-11,5	-16,1	-1,6	-23,3	-7,3	-18	-16,3	-7,2	-13,8	-7,9	-6,8	-2,6
<i>Réserves de change (mois d'import) 2018</i>	-	-	5	-	4	3	-	2,6	-	5		-	3,4	-	5	5
Aspects qualitatifs																
<i>IDH (2018)³</i>	163	183	125	170	174	175	177	181	182	159	189	164	184	165	-	-
<i>Doing Business (2019)⁴</i>	153	151	131	122	149	152	175	175	145	148	143	141	163	137	-	-
<i>Environnement des affaires⁵</i>	C	C	C	B	-	D	-	D	D	D	C	B	D	C	-	-

Données : FMI / WEO / article IV ou revues programme sauf indications contraires

¹ Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque

² Trade Map-2017

³ PNUD - Classement sur 189 pays

⁴ Banque mondiale - Classement sur 190 pays

⁵ Agence de notation COFACE - La notation comprend : i) Fiabilité et la disponibilité des comptes des entreprises ; ii) Equité et efficacité du système juridique envers les créanciers ; iii) Qualité des institutions - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque